



QUAND L'INFORMATION DOIT DEVENIR SAVOIR

Comment l'audio de confiance en langue locale peut renforcer la résilience des communautés autochtones et des communautés où la tradition orale prédomine

Audiopedia Foundation
Note stratégique • 2026

Introduction

Les communautés autochtones ont toujours disposé de moyens puissants pour créer, valider et partager les savoirs. Au fil des générations, ces savoirs se sont transmis à travers la langue, le territoire, la mémoire, les récits, les chants, les cérémonies, l'observation, les aînés, les familles, les leaders communautaires et l'expérience collective.

Mais aujourd'hui, certaines des informations les plus urgentes qui concernent ces communautés sont produites ailleurs.

Urgences sanitaires. Services publics. Droits fonciers. Procédures juridiques. Programmes d'adaptation au changement climatique. Risques environnementaux. Impacts de l'industrie extractive. Protection contre les violences de genre. Campagnes de vaccination. Désinformation. Risques numériques. Questions d'avenir concernant l'IA, les données et les droits linguistiques.

Ces informations externes se présentent souvent sous des formes qui ne se transmettent pas facilement : documents écrits, guides techniques, procédures bureaucratiques, campagnes officielles, supports produits en externe, outils dépendants d'Internet, ou encore informations disponibles uniquement dans les langues nationales, coloniales ou dominantes.

Le problème n'est pas que les communautés autochtones manquent de systèmes de connaissances. Le problème est que les systèmes d'information externes ne parviennent souvent pas à s'articuler avec les systèmes de communication oraux, territoriaux et communautaires sur lesquels les populations s'appuient déjà.

Une information qui n'est pas comprise, qui n'inspire pas confiance, dont on ne se souvient pas ou que l'on ne partage pas ne devient pas un savoir utile.

La COVID-19 a mis en évidence ce fossé. Dans de nombreuses communautés isolées, la question n'était pas seulement de savoir si des conseils sanitaires existaient. La question était de savoir si les populations pouvaient les recevoir rapidement, les comprendre dans leur propre langue, faire confiance à la voix qui les transmettait, en discuter au niveau local, s'en souvenir, les partager et agir en conséquence.

Ce même défi s'étend bien au-delà des urgences sanitaires. Il détermine si les populations peuvent comprendre leurs droits, accéder aux services, faire face aux menaces climatiques, évaluer les risques, lutter contre la désinformation, protéger leurs territoires et prendre des décisions collectives éclairées.

Cette note soutient que de l'audio de confiance en langue locale peut contribuer à combler ce fossé.

L'audio ne se substitue pas aux savoirs traditionnels, à la radio communautaire, aux leaders communautaires ou aux médias autochtones. Il constitue un pont pratique entre l'information externe et la compréhension locale. Lorsqu'il est créé par des voix de confiance, validé localement et mis en circulation par les circuits communautaires existants, l'audio peut contribuer à rendre l'information externe exprimable, partageable, réécoutable et exploitable en tant que savoir local.

L'opportunité ne consiste pas simplement à produire davantage de contenu.

L'opportunité consiste à mettre en place des systèmes de circulation audio reproductibles qui renforcent la résilience des communautés.

Pourquoi est-ce important ?

Lorsque des informations essentielles ne sont pas diffusées sous une forme exploitable, les conséquences sont concrètes.

Une famille peut ne pas comprendre comment réagir face à l'apparition d'une nouvelle épidémie. Une femme peut ne pas savoir où trouver de l'aide après avoir subi des violences. Une communauté peut être informée trop tard d'un processus de consultation, ou recevoir des informations juridiques sous une forme qui ne permet pas d'en discuter collectivement. Un village peut être touché par les effets du changement climatique, la dégradation de l'environnement ou les pressions liées à l'exploitation des ressources, tandis que les informations nécessaires pour évaluer les risques et y répondre restent enfermées dans des documents, un langage technique ou des institutions lointaines.

L'accès à l'information n'est donc pas une simple question de communication. Il fait partie intégrante de la résilience.

Les communautés sont plus résilientes lorsqu'elles peuvent comprendre les nouveaux risques, interpréter leurs nouveaux droits, accéder aux services, se préparer aux situations d'urgence, lutter contre la désinformation et prendre des décisions éclairées dans leur propre langue et selon leurs propres conditions.

Cela revêt une importance particulière pour les communautés autochtones, car bon nombre des enjeux sont collectifs. La terre, les forêts, l'eau, la santé, la langue, la continuité culturelle et l'autodétermination ne sont pas seulement des préoccupations individuelles. Ce sont des responsabilités partagées qui exigent une compréhension commune.

Les normes internationales reconnaissent de plus en plus ce lien. Les peuples autochtones ont le droit à leurs propres langues, à leurs propres médias, à leurs propres formes d'éducation et de communication, ainsi qu'à comprendre et à être compris dans les processus publics, juridiques et administratifs. Le consentement libre, préalable et éclairé dépend également de la disponibilité d'informations sous des formes que les communautés peuvent comprendre, discuter et évaluer avant que les décisions ne soient prises.

La dimension climatique et celle de la biodiversité rendent cela encore plus urgent. Les peuples autochtones sont des acteurs centraux de la gouvernance forestière, de la gestion territoriale et de la résilience climatique. Des données provenant de sources internationales majeures montrent que de nombreux territoires autochtones présentent des taux de déforestation et de dégradation écologique inférieurs à ceux de zones comparables, en particulier là où les droits et la gouvernance sont reconnus. Mais ces mêmes territoires sont confrontés à une pression croissante due au changement climatique, à l'exploitation minière et extractive, aux infrastructures, à l'expansion des marchés et à la dégradation de l'environnement.

Dans ce contexte, le renforcement des systèmes de communication autochtones ne se limite pas à l'accès à l'information. Il s'agit de renforcer la capacité des communautés à faire face à de nouvelles pressions, à défendre leurs droits, à protéger la santé, à gérer leurs territoires et à participer aux décisions qui affectent leur avenir.

Il en va de même pour la santé publique et les interventions d'urgence. La pandémie de COVID-19 a montré à quelle vitesse la désinformation, l'incertitude et la peur peuvent se propager lorsque les consignes ne sont pas crédibles, compréhensibles localement ou faciles à partager. Dans les communautés isolées, l'existence d'informations sanitaires officielles ne suffit pas. Ce qui importe, c'est de savoir si ces informations peuvent circuler suffisamment rapidement via des canaux locaux fiables pour permettre d'agir.

L'audio de confiance en langue locale peut jouer un rôle concret à cet égard. Il permet de rendre des informations complexes plus faciles à comprendre, à mémoriser et à discuter. Il peut être réécouté. Sa portée dépasse celle d'une simple diffusion. Il peut être relayé par des animateurs radio, des professionnels de santé, des enseignants, des associations de femmes, des leaders communautaires, des assemblées communautaires et des familles. Il peut circuler avec les personnes à travers le territoire.

C'est pourquoi la circulation audio doit être considérée comme une infrastructure de résilience.

Le fossé : des bonnes pratiques existent, mais elles restent fragmentées

Les pratiques prometteuses ne manquent pas.

Au sein des communautés autochtones et isolées, de nombreux acteurs ont mis au point des moyens précieux pour rendre l'information plus accessible : stations de radio communautaires, journalisme en langues autochtones, promoteurs de santé locaux, groupes de femmes, communication en milieu scolaire, systèmes de haut-parleurs, messages d'urgence, initiatives de traduction, partage de téléphones portables, distribution de cassettes et de clés USB, et campagnes d'intérêt public dans les langues locales.

Ces exemples sont importants. Ils montrent qu'une communication fiable, en langue locale, peut fonctionner, en particulier lorsqu'elle s'appuie sur les relations communautaires existantes.

En Amazonie péruvienne, Minga Perú a montré comment la radio, les haut-parleurs communautaires, les cassettes audio, les promotrices et les retours des auditeurs pouvaient s'intégrer dans un écosystème de communication plus large. Pendant la pandémie de COVID-19, l'initiative de vérification des faits en langues autochtones d'OjoPúblico a collaboré avec des interprètes et des stations de radio pour rendre compréhensibles, dans les langues locales, les informations sur la pandémie et les réponses aux fausses informations. Dans la région d'Ucayali, le programme d'enseignement à distance soutenu par l'UNICEF a utilisé des cours enregistrés, acheminés sur des clés USB et diffusés par des haut-parleurs communautaires là où l'accès à Internet et à la télévision était limité.

Il ne s'agit pas là d'exemples marginaux. Ils révèlent une tendance importante : dans les communautés isolées et où la tradition orale prédomine, l'information circule souvent à travers des systèmes à plusieurs niveaux. Une émission de radio peut être relayée par un animateur local. Une clé USB peut être acheminée par voie fluviale. Un haut-parleur peut atteindre des familles sans accès à Internet. Un groupe de femmes peut transformer un message en sujet de discussion. Une assemblée communautaire peut décider si une information est digne de confiance. Un enseignant, un professionnel de santé ou un animateur radio peut devenir le trait d'union entre l'information externe et l'action communautaire.

Mais ces pratiques restent souvent isolées.

Elles sont fréquemment liées à un seul secteur, un seul bailleur de fonds, une seule situation d'urgence, un seul partenaire médiatique ou une seule campagne. Un projet de santé peut élaborer des messages percutants en langue locale sans pour autant documenter un modèle réutilisable. Une station de radio peut produire d'excellentes émissions, mais manquer de soutien pour les diffuser au-delà de l'antenne. Une initiative éducative peut résoudre un problème de diffusion hors ligne, mais la leçon tirée ne s'applique pas forcément aux droits, au climat, à la santé ou aux interventions d'urgence. Une communauté peut développer des canaux de communication fiables, mais ces canaux ne sont pas toujours cartographiés, renforcés ou réutilisés pour relever les défis futurs.

C'est là que réside la lacune.

Le problème ne réside pas simplement dans un manque de contenu. Il s'agit de l'absence d'un cadre reproductible permettant de transformer des informations externes complexes en contenus audio de confiance en langue locale, capables de circuler via les véritables canaux de communication d'un territoire.

Un tel cadre ne remplacerait pas les médias communautaires existants ni les systèmes de connaissances locaux. Il les relierait et les renforcerait. Il aiderait les communautés et les partenaires à passer d'efforts de communication ponctuels à une méthode pratique pouvant être réutilisée à l'infini : pour la santé, les droits, les services publics, l'adaptation au changement climatique, les risques environnementaux, les interventions d'urgence, la désinformation et les futurs défis numériques.

Ce besoin est largement avéré. Les éléments de base existent. Ce qui manque, c'est un moyen de les rassembler pour créer un système de circulation audio communautaire.

La réponse proposée : une circulation audio de confiance

Une réponse concrète commence par un simple changement de perspective : il ne s'agit pas seulement de traduire l'information, mais de contribuer à ce qu'elle devienne un savoir de confiance et exploitable. L'audio numérique est essentiel car il peut être enregistré, copié, réécouté, mis à jour et mis en circulation par de nombreux canaux – de la radio aux téléphones portables, en passant par les clés USB, les cartes SD, les haut-parleurs et les lecteurs solaires.

Pour les communautés autochtones et les communautés où la tradition orale est prédominante, cela implique de transformer les informations externes en contenus audio compréhensibles localement, socialement fiables, pouvant être partagés en toute sécurité, faciles à mémoriser et capables de circuler via les réseaux communautaires existants. L'objectif n'est pas une communication à sens unique, mais la circulation : des informations qui peuvent être écoutées, discutées, corrigées, mémorisées et mises à profit.

La Fondation Audiopedia propose un cadre simple en quatre étapes pour ce processus :

Écouter – Comprendre le territoire avant de créer du contenu.

Identifier la nouvelle réalité qui affecte la communauté, le déficit de connaissances qu'elle engendre, les langues et les formes d'expression que les gens utilisent réellement, les voix auxquelles ils font confiance, ainsi que les circuits par lesquels l'information circule déjà.

Cette étape doit également recenser les risques et les sensibilités. Certaines informations peuvent être diffusées publiquement. D'autres sujets – tels que la violence de genre, les conflits fonciers, la santé personnelle, les droits politiques ou les activités économiques illégales – peuvent nécessiter une circulation privée, facilitée ou soigneusement contrôlée.

Créer – Transformer l'information externe en audio de confiance en langue locale.

Il ne s'agit pas d'une traduction littérale. Les informations juridiques, sanitaires, climatiques ou relatives aux services doivent souvent être interprétées, simplifiées, vérifiées et rendues accessibles à l'oral. Le critère déterminant est de savoir si les gens peuvent les comprendre, en discuter, s'en souvenir et agir en conséquence. Les scripts doivent être validés localement, les voix doivent inspirer confiance, et le fichier audio final doit être court, clair, réutilisable et adapté aux canaux par lesquels il circulera.

Faire circuler – Faire circuler l'audio à travers le territoire.

Dans les zones reculées, la circulation ne se limite pas au numérique ni à la radiodiffusion. Il s'agit d'une question de logistique territoriale. L'audio peut circuler par signal radio, haut-parleur, clé USB, carte SD, lecteur solaire, téléphone partagé, visite scolaire, tournée de dispensaire, groupe de femmes, assemblée communautaire ou transport fluvial.

Le choix du canal approprié dépend du sujet, du public, des risques et des infrastructures locales. Un message de santé publique peut être relayé par la radio et des haut-parleurs. Un message sensible portant sur les droits ou la protection peut nécessiter un cadre d'écoute plus restreint et de confiance.

Apprendre – Boucler la boucle.

Les communautés ont besoin de moyens pour poser des questions, corriger les malentendus, signaler les rumeurs, alerter sur les risques et décider si le contenu audio doit être mis à jour, interrompu ou réutilisé. Les partenaires doivent recenser les canaux qui ont fonctionné, les voix qui ont inspiré confiance, les formats qui ont marqué les esprits et les messages qui ont conduit à l'action.

Au fil du temps, cela transforme les efforts de communication individuels en une base factuelle pratique pour la circulation audio communautaire – et en un modèle pouvant être adapté à différents sujets, territoires et partenaires.

De l'expérience de terrain à un modèle reproductible

Cette note ne repose pas uniquement sur la théorie. Ce cadre s'appuie sur les travaux antérieurs de la Fondation Audiopedia menés dans des contextes où prédominent la tradition orale, un faible niveau d'alphabétisation et une connectivité limitée, en particulier la collaboration de 2023 avec la CARPHA et la GIZ au Belize.

Ce projet constituait une première tentative de réponse à la question que la présente note aborde aujourd'hui de manière plus large : comment les informations externes essentielles peuvent-elles devenir des connaissances fiables et exploitables au sein des communautés autochtones ?

Au Belize, l'accent a d'abord été mis sur les informations de santé publique destinées aux communautés mayas et garifunas. Mais l'enseignement le plus important a été d'ordre méthodologique. Chaque communauté nécessitait des canaux de communication différents. Certaines communautés garifunas étaient mieux adaptées à WhatsApp, aux applications web et au partage sur les réseaux sociaux. Les communautés mayas plus isolées avaient besoin d'options hors ligne et à faible technicité, telles que des cartes mémoire, des haut-parleurs alimentés par batterie, la radio locale et des intermédiaires communautaires de confiance.

L'atelier du Belize a également permis de tester le cycle de base qui a ensuite évolué pour devenir ce cadre : comprendre le contexte communautaire, développer des contenus audio pertinents et culturellement adaptés, utiliser des canaux qui fonctionnent réellement, et recueillir des retours d'expérience pour améliorer le contenu et la circulation.

Une expérience antérieure menée dans le bassin du Congo avait déjà pointé dans la même direction. Audiopedia a soutenu des partenaires de terrain travaillant avec les communautés Aka, où des contenus audio créés localement sur la santé et les droits des peuples autochtones ont été enregistrés dans la forêt tropicale et diffusés via des lecteurs audio alimentés à l'énergie solaire. Un exemple en est une « chanson sur la diarrhée » composée localement, qui combinait des messages d'hygiène avec des formes orales familières et des connaissances médicinales locales. La leçon était claire : un contenu audio

efficace n'est pas simplement une information traduite. Il devient utile lorsqu'il est créé sous une forme que les gens reconnaissent, retiennent et peuvent s'approprier.

Ensemble, ces expériences montrent que la circulation d'enregistrements audio dignes de confiance ne relève pas d'une solution technologique universelle. Il s'agit d'un processus : comprendre le contexte, adapter l'information, choisir les bonnes voix et les bons canaux, et tirer les leçons des retours d'expérience.

La prochaine étape consiste à transformer ces enseignements en un modèle testé et documenté sur le terrain et documenté, que les communautés autochtones et leurs partenaires pourront adapter à différents sujets et territoires.

Une telle application pourrait générer :

- des contenus audio validés localement sur un sujet prioritaire
- une carte des voix de confiance, des risques et des voies de communication
- des canaux de circulation éprouvés, tels que la radio, les haut-parleurs, les cartes SD, les clés USB, les lecteurs audio solaires, les écoles, les dispensaires, les groupes de femmes ou les voies fluviales
- des boucles simples de retour d'information et de correction
- des données concrètes sur la portée, la réécoute, la confiance, la mémorisation et l'action
- une méthode documentée que d'autres communautés et partenaires peuvent adapter

Un tel modèle aiderait les communautés à s'adapter plus rapidement aux nouvelles réalités, dans leurs propres langues, grâce à des voix de confiance et par le biais des voies qui permettent déjà la circulation des connaissances sur leur territoire.

En cas de succès, il ne s'agirait pas d'un énième projet de communication isolé. Ce serait un cadre de résilience concret que les communautés autochtones et leurs partenaires pourraient adapter partout où l'information externe doit devenir un savoir local de confiance.

Sources sélectionnées et base de terrain

Cette note s'appuie sur les cadres internationaux relatifs aux droits, les recommandations en matière de santé publique et d'engagement communautaire, les recherches sur les langues autochtones et les médias communautaires, ainsi que sur l'expérience de terrain de la Fondation Audiopedia dans des contextes où la transmission orale est prédominante, où le taux d'alphabétisation est faible et où la connectivité est limitée.

Droits, langue et autodétermination

- Nations Unies : *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP)*
- Département des affaires économiques et sociales des Nations unies : *Note d'orientation n° 151 : Pourquoi les langues autochtones sont importantes*
- HCDH / Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones : *Les droits des peuples autochtones à l'accès aux données et à l'information*
- FAO : *Lignes directrices sur le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE)*

Climat, biodiversité et résilience territoriale

- IPBES : *Rapport d'évaluation mondial sur la biodiversité et les services écosystémiques*
- FAO : *Gouvernance forestière par les peuples autochtones et tribaux en Amérique latine et dans les Caraïbes*
- Banque mondiale : *Aperçu des peuples autochtones et contexte de développement*

Savoir oral, médias communautaires et accès à l'audio

- UNESCO : *Décennie internationale des langues autochtones*
- UNESCO : *Traditions et expressions orales en tant que patrimoine culturel immatériel*
- Cultural Survival : *Médias communautaires et Radio des droits des peuples autochtones*
- Minga Perú / National Geographic Education : *Favoriser le changement social en Amazonie péruvienne*
- OjoPúblico / Global Investigative Journalism Network : *Vérification des faits en langues autochtones et lutte contre la désinformation liée à la COVID-19*
- UNICEF Pérou : *Apprentissage à distance grâce à des supports audio sur clé USB et à des haut-parleurs communautaires dans la région d'Ucayali*

Santé, communication d'urgence et mesures de protection

- OMS : *Conseils sur la communication des risques liés à la COVID-19 et l'engagement communautaire*
- OMS : *Recommandations sur la gestion de l'infodémie et la désinformation*
- FICR : *Guide sur l'engagement communautaire et la responsabilisation*
- FNUAP / UNICEF / ONU Femmes / OIT : *Violence et obstacles à l'accès aux services affectant les filles, les adolescentes et les jeunes femmes autochtones*

Base de terrain d'Audiopedia

- Fondation Audiopedia / CARPHA / GIZ : *Atelier et visites sur le terrain au Belize, Dangriga, 2023*
- Fondation Audiopedia : *la méthode EDUC d'Audiopedia*
- Romain Duda (CNRS/MNHN, Musée de l'Homme) : *Projet participatif de sensibilisation de la population autochtone Aka à la prévention sanitaire et aux droits par la diffusion de messages audio*
- Romain Duda (CNRS/MNHN, Musée de l'Homme) : *Soutien et amélioration des conditions de vie des populations autochtones de la Likouala (Congo)*

Liens vers les sources complètes et les travaux de recherche à l'appui disponibles sur demande.